



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

CGT Éduc'action - 263 rue de Paris - case 549 - 93515 Montreuil cedex

Mel : unsen@ferc.cgt.fr - Site : www.cgteduc.fr

Lutte contre les violences scolaires et répression financière : Idée fausse...et inefficace !

Alors que JM.Blancher va annoncer un plan national de lutte contre les violences scolaires à la fin du mois de janvier, des informations sur de possibles sanctions financières adressées aux familles ont circulé dans la presse.

Il semblerait en effet que le gouvernement et le ministère de l'Éducation nationale soient tentés par de très vieilles recettes déjà appliquées sous l'ère Sarkozy et qui visaient à pénaliser les familles dont les enfants seraient « *coupables* » d'absentéisme ou de violence en leur retirant une partie de leurs allocations familiales.

Si depuis ces fuites dans la presse le ministre et une partie des député-es de la majorité semblent plus mesuré-es sur une telle mesure, la CGT Éduc'action réaffirme son opposition à de telles initiatives qui ne régleraient rien aux diverses situations rencontrées dans les écoles et établissements. D'ailleurs, si la mesure introduite par la Loi Ciotti a été supprimée, c'est qu'au-delà du geste politique, elle s'est avérée strictement inefficace.

Une telle sanction est surtout un marqueur idéologique très réactionnaire qui illustre les préjugés persistants au sein de la classe politique. Les violences seraient issues uniquement d'une partie de la population défavorisée qui vivrait principalement de ces allocations et qu'il suffirait de taper au portefeuille pour résoudre les problèmes. Vieilles rengaines usées et dépassées ne visant qu'à flatter une partie de la population.

Pour la CGT Éduc'action, il y a bien urgence à combattre les violences scolaires et installer un climat plus propice au travail et à l'éducation. La multiplication de telles mesures et le développement des stages commandos de formation des personnels de direction résultent une volonté de durcir la gestion de l'École. La CGT Éduc'action estime au contraire que cela ne pourra passer que par une réflexion globale sur la question et la multiplication des moyens pour y parvenir. Les écoles et les établissements ont, plus que jamais, besoin de personnels pour encadrer, faire vivre leurs lieux de travail, pour baisser les effectifs par classe et permettre l'amélioration des conditions de travail et d'étude. La carotte et le bâton n'ont jamais permis d'obtenir des résultats convaincants.

Montreuil, le 14 janvier 2019